

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Lancaster 5361

# La réduction des heures de travail est le seul remède à la crise actuelle

Depuis 1929, la crise, tel un aigle, nous tient dans ses serres solides et ne semble pas disposée à relâcher son étreinte. Une énumération des souffrances et des misères de la population, des chômeurs et de leurs familles qui vivent sous le secours direct, n'est pas nécessaire pour faire voir la gravité de la dépression — tout le monde se dit renseigné sur ce chapitre; — toutefois, un grand nombre de personnes, surtout dans les classes privilégiées, qui possèdent la richesse et le pouvoir, ne paraissent pas encore se douter qu'il y ait de la misère, de la pauvreté, des souffrances physiques et morales réelles, sur la planète qu'elles habitent en commun avec les autres mortels, — tout probablement parce qu'elles n'ont pas été expulsées de leurs logis, qu'elles n'ont pas ressenti les tiraillements de la faim, en un mot, parce qu'elles mangent bien. Cette classe de gens sont les dignes émules de ce roi de France qui disait: "Lorsque le roi a bu, tout le monde a bu", ou quelque chose d'approchant.

Invariablement, comme dans toutes les crises précédentes, les industriels, les politiciens, les financiers, les banquiers, tous ceux qui détiennent la richesse nationale et sont communément appelés les dirigeants de la nation, ont cherché et même appliqué tous les moyens à leur disposition et qu'ils croyaient les meilleurs pour essayer de ramener la prospérité, sans toutefois prendre des mesures susceptibles d'entamer tant soit peu leur fortune. C'est ainsi qu'on a vu fleurir la charité officielle — que les ouvriers jugent démoralisante, — qu'on a fait exécuter des travaux coûteux et souvent inutiles et qu'il faudra payer un jour ou l'autre, par des augmentations de taxes ruineuses comme celles qu'on propose présentement pour tirer Concordia de l'ornière.

Le grand remède à la crise, dit-on dans les cercles de la haute, bien entendu, c'est la diminution des salaires et l'augmentation des heures de travail. Depuis le début de la dépression, sous le prétexte que la crise ne veut absolument pas laisser le champ libre à la prospérité, des coupes formidables ont été opérées dans les salaires des travailleurs, des congédiements en masse ont été faits dans les personnels de toutes les grandes entreprises commerciales et industrielles. Quel est le résultat qu'on a obtenu par ces manoeuvres? Rien. Non, au contraire, on n'a réussi qu'à consolider plus profondément les positions de la dépression qui s'en est trouvée empirée, et s'empire de jour en jour, malgré les communiqués optimistes aux grands journaux.

Depuis le commencement de la crise, l'industrie n'a pas accompli un seul acte qui mérite l'admiration et puisse lui être crédité pour le bonheur de l'humanité. Et cependant, c'est l'industrie qui possède la clef de la situation.

On ne semble pas vouloir enfin comprendre que plus le salaire des travailleurs sera diminué, moins ils seront en mesure de se procurer ce dont ils ont besoin et que peut leur fournir l'industrie. Le pouvoir d'achat des masses, contrairement à celui des classes privilégiées, est le pilier sur lequel repose l'industrie et le commerce. Avant la crise, on avait le dicton: "C'est avec de l'argent qu'on fait de l'argent". Pour que cela soit vrai, il faut que ceux qui ont le nerf de la guerre s'en servent pour faire marcher les affaires. Ce n'est pas en accumulant l'argent dans les temps de prospérité pour le tenir enfoui dans les banques et les coffres-forts dans les temps de dépression qu'on réussira à chasser le cauchemar qui nous assaille depuis cinq années. Ce n'est pas en refusant aux travailleurs un salaire raisonnable ou en leur niant leur droit au travail qu'on fera rouler l'argent si nécessaire à l'industrie, au commerce, à l'agriculture.

On peut, avec raison le plus souvent, accuser les ouvriers d'être des imprévoyants, des dépensiers, des prodigues; mais on ne peut les accuser d'être des avares: lorsqu'ils sont bien payés, qu'ils sont assurés de pouvoir travailler régulièrement, ils sont les premiers à faire rouler l'argent et à alimenter nos industries et notre commerce. C'est parfois à leur détriment, mais le fait est là indéniable. On ne peut déceintement nier que les réductions de salaires opérées dans certaines industries, dans certaines administrations publiques, non en vue d'en faire profiter le consommateur, mais bien en vue de profits supplémentaires, pour préserver les dividendes, ont été loin d'être un adjuvant de la prospérité. En détruisant le pouvoir d'achat des ouvriers on a augmenté le chômage et multiplié le fardeau des secours directs; cette politique des réductions de salaires est devenue contagieuse, de sorte que, de chute en chute, on en est rendu à ne plus savoir où donner de la tête et que toutes les administrations fédérales, provinciales et municipales sont aux abois.

Nourrir les affamés, fournir des secours à ceux qui sont dans la détresse, et donner, au jour le jour, à ceux qui ne peuvent trouver de travail et à leurs dépendants, ce qui est absolument nécessaire à leur subsistance, n'est pas une solution des problèmes économiques de la nation.

On crie sur tous les toits, que le coût de la vie a baissé considérablement. La valeur du dollar aussi a baissé: il ne vaut plus que 60 cents environ. On ne parle pas souvent, même en baissant la voix, de la diminution du pouvoir d'achat du peuple et encore moins des taxes élevées dont on surcharge ses épaules. Attendons la fin de la discussion sur le bill de Montréal pour constater ce que nous aurons à payer; attendons-nous aussi à ce que l'hon. M. Rhodes nous fasse aussi un "cadeau" substantiel dans son prochain discours du budget.

On peut admettre qu'il y a eu des réductions substantielles et même disproportionnées dans les prix des aliments et de l'habillement. Mais l'homme ne vit pas seulement de pain, de carottes, de légumes; s'il n'a pas d'argent, même en dépit du coût dérisoirement bas de certaines commodités de la vie, il ne peut s'en procurer; même s'il a quelque argent de côté, il est obligé de le garder pour parer aux coups de la mauvaise fortune qui ne manqueront pas de l'accabler si ceux qui sont responsables de la crise ne font pas mieux pour nous en débarrasser.

S'il y a des baisses dans les prix des denrées et des habits, il n'en est pas de même du loyer (sauf de rares exceptions qui n'atteignent que les riches); les taxes ont été continuellement augmentées d'année en année par tous les gouvernements; le prix de la gazoline monte par sauts et par bonds; les billets

de tramways (limousines du peuple) sont aussi dispendieux — et parfois plus qu'il y a cinq ans — et on nous menace constamment d'une nouvelle augmentation; les services du gaz et de l'électricité ne sont pas moins onéreux qu'avant la crise; les taux de chemins de fer sont loin d'avoir baissé (si on en excepte les excursions populaires forcées organisées par nos chemins de fer occasionnellement pour monter leurs recettes); aujourd'hui, vous payez votre journal le même prix (dans certains cas plus cher et avec moins de matière à lire) que dans la période de prospérité, etc. Nous pourrions allonger indéfiniment cette liste.

Tous veulent bien régler la crise et le problème du chômage, mais en effectuant le règlement sur le dos du voisin — tout comme dans le cas des taxes.

On vient, tous les jours, demander aux ouvriers de faire des sacrifices pour aider l'industrie à se relever, pour compenser les pertes qu'elle doit subir, en sacrifiant un pourcentage de leur salaire. Mais, entre nous, est-ce que les travailleurs, dans les années de prospérité, ont été invités par l'industrie à collaborer au partage des profits énormes — et parfois scandaleux — qui allaient dans la poche des directeurs et des actionnaires? Non, n'est-ce pas. Ce n'est que lorsqu'il y a des pertes à couvrir qu'on demande le secours des travailleurs.

Nous sommes maintenant en face d'un paradoxe. En effet, les travailleurs sont mis dans la nécessité de donner aux employeurs des conseils au détriment de la classe laborieuse pour pouvoir sauvegarder leur gagne-pain. Les travailleurs conseillent aux industriels de réduire la journée de travail de huit à six ou sept heures pour tenir employé un personnel plus nombreux et soulager leurs confrères en chômage. Les ouvriers organisés demandent une division ou une répartition plus équitable des heures de travail et le maintien de leurs salaires pour posséder un pouvoir d'achat adéquat aux besoins de l'industrie. C'est à leur détriment; en ce sens qu'au lieu de gagner pendant huit heures par jour ils ne gagneront que pendant sept ou six heures et que l'industriel, lui, pourra faire travailler son entreprise pendant vingt-quatre heures par jour, si le besoin s'en fait sentir. C'est aussi dans leur intérêt, d'un autre côté, parce que cela leur permettra de goûter à la vie plus largement.

Quand les travailleurs demandent de diminuer les heures de travail, ils veulent que chaque ouvrier ne soit pas obligé de travailler un plus grand nombre d'heures que celui spécifié dans l'entente; mais, ils ne désirent aucunement limiter l'opération de l'entreprise au nombre d'heures convenu. Le travailleur ne devra pas travailler plus de huit heures par jour, mais l'industriel pourra toujours faire fonctionner son entreprise pendant le temps qu'il désirera, en employant d'autres travailleurs comme employés surnuméraires.

Les travailleurs sont même obligés de conseiller à leurs patrons de supprimer les heures supplémentaires et de les répartir sur un plus grand nombre d'ouvriers, ce qui occasionnera moins de déboursés pour l'industrie tout en créant de nouvelles positions pour les salariés.

On demande même aux travailleurs de vouloir bien consentir à la diminution de leurs salaires pour permettre à l'industriel d'acheter de nouvelles machines. Sans vouloir aller à l'encontre du progrès, nous estimons que ce n'est pas humain de demander à des ouvriers de sacrifier leur gagne-pain pour permettre à leur employeur de pouvoir plus aisément se passer d'eux. Il est vrai qu'il ne faut pas attribuer tout le tort à la machine, mais bien à ses abus. Si un industriel doit renouveler ses machines ou se pourvoir de nouvelles machines pour pouvoir faire face à la concurrence, il est déraisonnable, il nous semble, d'en faire payer les frais aux ouvriers qu'on privera ensuite de leurs moyens de subsistance.

Nous ne pouvons pas aisément comprendre l'obstination des employeurs à s'opposer à la diminution des heures de travail de leurs ouvriers qui leur demandent de partager entre eux le travail à exécuter sans exiger la limitation du nombre d'heures de fonctionnement de l'entreprise. Les contradictions sont parfois déconcertantes: par exemple, l'an dernier, une certaine association d'imprimeurs soumettait au gouvernement provincial un projet de code qu'elle voulait faire accepter comme entente collective et en exiger l'extension — ce qui lui fut refusé parce que c'était un contrat unilatéral auquel les travailleurs n'avaient pris aucune part. Ce soi-disant contrat stipulait une semaine de travail de quarante (40) heures pour les ouvriers employés dans cette industrie — ces quarante heures pouvant être faites en cinq jours ou en six jours. Le croirait-on, cette année, ces mêmes employeurs s'opposent énergiquement à accorder la semaine de quarante-quatre (44) heures à leurs employés. Ils veulent bien réduire la semaine de travail "graduellement", mais ils s'opposent toujours à commencer cette réduction, ce qui veut dire que jamais elle ne se fera. Cependant, pour permettre à tous les travailleurs de cette industrie — et le cas est le même dans plusieurs autres industries — il faudrait que la semaine de travail n'excède pas quarante heures — trente-six heures conviendraient encore mieux.

Pour conclure, nous croyons que le Travail organisé est dans le vrai chemin lorsqu'il conseille d'adopter la semaine de cinq jours avec le maintien des salaires pour résoudre la crise du chômage. Puisque les grands génies de l'industrie n'ont pu rien faire, en cinq ans, pour apporter une solution convenable à ce problème, pourquoi n'aurions-nous pas recours — une fois n'est pas coutume — aux remèdes suggérés par les travailleurs? Si le résultat n'est pas meilleur, il ne saurait être plus mauvais. Ce serait peut-être la répétition des langues d'Esopé; mais, avant de condamner les idées des travailleurs, il faudrait les mettre à l'essai. Quand on est dangereusement malade, on n'hésite pas à absorber des remèdes qu'on abhorre et qui parfois nous guérissent. Peut-être en est-il ainsi de la crise que nous traversons...

R. HACHETTE.



# Situation et tendances de l'économie mondiale

Depuis de nombreuses années un fait caractérise curieusement l'économie capitaliste: il met terme lui-même aux lois qui présidèrent à son développement et quitte ainsi la base de son essor et de sa prospérité. La crise économique mondiale et les efforts multipliés depuis les années que dure cette crise, ont provoqué l'éveil d'un processus dans le déroulement duquel des mesures plus ou moins voulues et plus ou moins radicales pétrifièrent complètement la libre circulation des marchandises et des capitaux au lieu de la rétablir. Après l'échec de toutes les tentatives de maintenir la crise par un effort conjugué, on a vu tous les pays poursuivre, chacun pour soi, une politique de sauvetage ne tenant aucun compte des voisins et autres partenaires dans le jeu de l'activité économique mondiale. Jusqu'à l'heure actuelle cette politique n'a produit que des résultats excessivement modestes et il demeure, aujourd'hui comme hier, fort douteux si cette politique puisse un jour amener une amélioration générale de la situation économique mondiale. Pour l'instant on constate uniquement que des phénomènes parallèles mais absolument indépendants les uns des autres, observables dans tous les pays, fournissent l'impression d'une évolution économique commune et solidaire. Par rapport à la courbe des mouvements cycliques antérieurs, indiquant une communauté de sort entre les pays industriels, les pays agricoles et les territoires coloniaux, l'image mondiale de l'économie s'est profondément modifiée.

A l'heure actuelle, il n'est plus de sort solidaire entre les pays industriels capitalistes. Il n'existe plus que des destins particuliers. Parmi les raisons essentielles de cette physiologie nouvelle de l'économie mondiale il faut ranger les voies nouvelles choisies pour la politique économique, — encore qu'elles continuent à s'inspirer surtout des anciens principes de gestion capitaliste. La Russie, qui couvre un sixième de la superficie du monde, est devenue un facteur nouveau, qu'il est encore difficile d'évaluer. Les Etats-Unis, qui totalisent presque la moitié de la production industrielle mondiale, se trouvent actuellement engagés dans une période d'expérimentation dont l'issue place le monde économique devant un point d'interrogation. A côté de ces deux gigantesques territoires, le Japon commence à jouer un rôle de plus en plus important: cette nouvelle puissance économique qui émerge à l'Orient est devenue, à côté de la Russie, un des principaux et des plus sévères concurrents dans tous les pays du monde où la compétition peut encore se livrer autour de débouchés possibles. Enfin, il y a les grandes puissances fascistes, l'Italie et surtout l'Allemagne, qui ont prétendu placer le monde devant le spectacle du "miracle" fasciste. Les pays de fascisme, dont l'impérialisme expansif va de pair avec un autarchisme présomptueux, ont pu sans mentir contribuer à ce que les mesures exceptionnelles de politique commerciale que représentent le "clearing" et le troc, sont devenues des faits à caractère durable, dont un nouvel aspect au commerce mondial. En même temps ils ont fait subir au baromètre de la conjoncture économique mondiale des changements si profonds qu'il en perd quasiment toute valeur.

Une des caractéristiques les plus marquantes de l'économie mondiale actuelle est le fait que les oscillations des cycles économiques nationaux ne jouent, de loin plus, sur les relations économiques internationales ni les influent comme antérieurement à la crise. Le chômage mondial nous en fournit un exemple. A la fin de 1934, il faut tabler sur un chiffre s'élevant encore à 22 millions de sans-travail, à opposer au "climax" de 30 millions enregistré au printemps 1933. Or, en face de cette régression du chômage (régression apparente seulement car elle est partiellement le fait de l'emploi "imposé" des chômeurs, remis dans la production mais non rémunérés) le commerce mondial continue à stagner sur une base médiocre, indiquant à peine quelques changements. Ce qui est, notamment, plus important est la circonstance que l'amélioration de la situation économique américaine n'a guère suscité de répercussion dans le reste du monde. Le renouveau dont l'Allemagne hitlérienne se prétend le théâtre, qui aurait entraîné la réintégration de 37 pour cent des chômeurs, non seulement n'a apporté aucun stimulant au monde mais a, au contraire, suscité une source nouvelle d'embarras.

Il est donc permis d'affirmer, du point de vue de l'économie mondiale, que les "reprises nationales" ne dépassent pas les limites nationales des Etats autarchisants et qu'il n'en résulte pour le monde économique extérieur que des répercussions faiblement perceptibles. La politique économique autarchiste, portant sur un "territoire économique national" jalousement tenu à l'abri des influences extérieures, amène, pour ne citer que cet exemple, que la courbe du commerce mondial perd à vue d'oeil sa valeur de critère de la situation économique mondiale.

Les autres observations d'ordre économique, ayant aussi une valeur appréciative de la situation mondiale, n'échappent guère non plus à cette répercussion. Le baromètre des marchés de capitaux et de crédits avait des réactions crédibles, aussi longtemps qu'exista une libre circulation des capitaux et que l'escompte, ainsi que ses modalités internationales, eut son dynamisme pour l'octroi et la répartition des crédits dans le monde. A l'heure actuelle le champ des crédits s'est rétréci à des proportions nationales et le baromètre économique a perdu toute valeur, soit que telles ou telles mesures imposées entravent la libre circulation, soit que la "grève des capitaux" fausse fatalement toutes les supputations. Depuis la crise économique mondiale les emprunts internationaux sont devenus un mythe. Les emprunts nationaux ne réussissent que s'ils sont associés à des opérations de conversion et se réduisent par conséquent à une atténuation des charges du service d'intérêts sans apporter des moyens financiers nouveaux. Depuis que, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne, l'Etat a pris des initiatives d'ordre économique en raison d'une politique de l'emploi, et qu'il assura le financement et l'octroi de crédits en ayant recours aux finances publiques, le "baromètre" de la libre circulation des capitaux ne fonctionne plus, puisque le mouvement des capitaux a été remplacé par des mesures de fiscalité et de subventionnement.

Les chiffres "internationaux" ne sont plus guère utilisables qu'à grand renfort de précautions et de réserves. Ceci posé on peut constater, sur le plan international, une légère détente dans la situation économique, mais cette constatation ne laisse guère de place à l'optimisme car il faut ne pas perdre de vue certains à-côtés incertains (en Allemagne et aussi aux Etats-Unis) ou la tendance, peu rassurante, d'une conjoncture favorable dépendant directement des armements militaires (Japon, Allemagne, Italie, Autriche, etc.). Nulle part on n'observe de stabilité, — sauf quelques modestes indices. On garde l'impression que les "reprises" économiques jusqu'à présent observables sont plus ou moins "artificielles" et ne sont guère l'effet d'un véritable assainissement. Le décalage entre la possibilité de production et la possibilité d'absorption reste, à peine amoindri, ce qu'il était. Nulle solution n'a été fournie au problème de la puissance d'achat des masses. La régression du chômage est davantage un critère de l'intensité des tentatives de sauvetage du capitalisme au détriment des travailleurs que la caractéristique d'un assainissement économique, d'autant plus que les chômeurs s'évanouissent sans que le dynamisme d'un surplus de capacité d'achat puisse se manifester. Spéculant sur la péjoration du niveau d'existence le capitalisme cherche à vaincre la crise, qui est "la" crise du régime capitaliste. Nonobstant quelques succès temporaires ces tentatives doivent se démontrer vaines à la longue. Le système capitaliste est à bout et est devenu incapable de fonctionner. Le rétablissement économique ne se produira que si on substitue au capitalisme une économie dirigée visant, nationalement et internationalement, la couverture méthodique des besoins en s'inspirant de conceptions socialistes: à la classe ouvrière de conquérir et d'imposer cette substitution salutaire! — Fédération Syndicale Internationale.

Vous n'oubliez pas ce que dit Maurice Maeterlinck: "Il n'y a pas de événements misérablement accueillis." Vous n'oubliez pas que les événements prennent la couleur de l'âme qui les accueille.

\* \* \*

C'est jouir du Bonheur que de voir sans envie le bonheur des autres et avec satisfaction le bonheur commun. — Bossuet.

## LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.** — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; corresponding secretary, Jos Pelletier, 7 Craig Street East.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL** — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Jos. Pelletier; vice-president, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: H. Pettit, J. A. Boller, John Moore, Auditors: J. A. Ricard, T. Niven, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER** No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, J. E. Garlépy, 6628, Ave Delorimier. Téléphone: CRescent 7557; secrétaire-trésorier, Henri Riethard, 3477, rue Cartier; Téléphone: AMherst 7034.

**UNION DES RELIEURS**, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, No 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président: J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LAncaster 2724.

**TYPOGRAPHICAL UNION** No. 176. — Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverly Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m. Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE**, Local 134. — Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214 rue Panet tél. FRontenac 1608; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beauclen tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

**WOOD, WIRE & METAL LATHERS**, Local 315 of Montreal. — Meetings every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horn, Financial-Secretary, 3908 Jeanne Mance Street, Telephone: HArbour 4407.

**FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE**, LOGE SAINTE-MARIE No 234. — Assemblée régulière les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Languechère Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 Aylwin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, O. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: J.-A. Beaudry, président, tél. FRontenac 5894; Goo. Gauthier, secrétaire, 5468 12e Avenue Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464 Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vallancourt, 2494 Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089 Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

**FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS**, Local 349. — Assemblée tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valliquette, 1989 Kent; vice-président, J. Boulet, 1465 Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139 William; secrétaire-financier, L. P. Boiselle, 4621 Delorimier; trésorier, R. Robillard, 2306 Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387 Congrégation; gardien, J. N. Desjardins, 1745 rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4326 Delaroche; E. Desèves, 3825 Henri-Julien; A. Boisvenu, 5124 De Gaspe.

**CHARPENTIERS-MENUISIERS**, Union locale No 1358, Maisonneuve. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir au No 1651, rue Eltonneux (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; vice-président, Aram Houle, 4596, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbeil, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chamby; aGrdien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

**CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE**. — Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lauthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LAncaster 5754.

**BOOT AND SHOE WORKERS' UNION**, No. 249. — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: Président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKereher, 1351, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE**, Local 455, de Montréal. — S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1172, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 254, rue Sainte-Catherine Est.

**UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL**. — Assemblée tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Conférences, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

**LE SECRET D'UNE INFIRMIERE MARIEE SUR LE SECRET D'ARRETER LA DOULEUR ET LES DELAIS**

Ne soyez pas alarmées ou nerveuses lorsque la nature ne suit pas son cours. Prenez-vous le secret infallible d'une femme mariée pour regagner votre bonheur et le soulagement de votre détresse. Il n'y a qu'une femme pour connaître ce qu'une autre femme souffre parfois, donc lisez chaque mot du message d'une femme qui veut aider aux autres femmes partout. Nous garantissons positivement notre Composé Royal-Vibor qui agit avec succès. AGIT PLUS VITE QUE LES PILULES ORDINAIRES OU LES TABLETTES. Composé d'ingrédients végétaux ayant subi l'épreuve du temps et en usage par les médecins et les infirmières depuis plus d'un quart de siècle à cause de son pouvoir de soulager les douleurs et d'aider à rétablir le flot normal. Le type favorisé le plus souvent pour rétablir les conditions normales quand tous les autres régulateurs ont failli. Ne contient aucun narcotique, drogues minérales désagréables ou entraînant l'habitude, seulement que des extraits végétaux éprouvés au laboratoire en usage pour leur action effective dans les troubles menstruels. Soulage sans désagrément les retards les plus obstinés de menstrues, parfois en 3 ou 5 jours seulement, sans douleur ou inconfort. Des témoignages de gratitude comme ceux des femmes d'une côte à l'autre. Mme F.: "J'avais un retard de neuf semaines. Flot normal rétabli en 3 jours." Mme N.: "Je retardais depuis environ 6 semaines, au bout de 5 jours j'étais O.K. Il est merveilleux, sans odeur, sans goût et plaisant à prendre." Mme S.: "En retard de 3 semaines. Les menstrues reparties le 4e jour. Simple comme l'ABC." Mme S.: "Deux mois en arrière — menstrues reparties le 5e jour. Ne sais comment vous remercier." Beaucoup d'autres. Pourquoi expérimentez et souffrez sans nécessité quand vous pouvez avoir ce remède éprouvé par retour du courrier? Donnez votre commande immédiatement. Servez-vous de la maille aérienne. Service rapide. Pas envoyé payable sur livraison. Formule No 2 Royal-Vibor Spécial, pour les cas obstinés, \$5.00. Pour assurer sa fraîcheur, Royal-Vibor n'est pas vendu dans les pharmacies. Donnez l'âge avec la commande. Pour assurer le paquet, ajoutez 25 cents. Vendu seulement par le Laboratoire Royal, 4200 Edifice Royal, Casier postal 104, Windsor, Ont. (SUGGESTION: Découpez cette annonce et mettez-la de côté. Elle pourra vous être utile quelque jour. Ou montrez-la à une amie dans le besoin — un service en assure un autre) — Reclame.

**DEMANDEZ**

**LA BIERE**

POPULAIRE

**ASK FOR**

THE POPULAR

**BEER**

↓

**MOLSON**

↓

Brassée à Montréal

depuis

**149 ANS**

Brewed in Montreal

since

**149 YEARS**

## La semaine de 40 heures

Par 19 voix contre 2, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a différé sa résolution sur le point soulevé par le groupe ouvrier, tendant à ce que la question d'une nouvelle réduction de la durée journalière du travail dans les mines soit également posée à l'occasion de la révision partielle de la convention minière — cette question devant être examinée avec celle du choix des industries qui seront proposées pour une première application du projet de convention sur la "Semaine de 40 heures" soumis à la Conférence internationale du Travail qui s'ouvrira à Genève le 4 juin prochain.

Aussi bien, le Conseil d'administration a-t-il abordé aussitôt ce problème de la "semaine de 40 heures" et de la désignation des industries auxquelles elle pourrait s'appliquer en premier lieu.

On sait que, pour cette première étape de la réalisation internationale des 40 heures, le Bureau international du Travail a suggéré: les travaux publics, le bâtiment et le génie civil, l'industrie du fer et de l'acier, l'industrie du verre.

M. Norman (Gouvernement, Grande-Bretagne) a souligné la difficulté de choisir des industries déterminées alors que l'on ignore encore le texte du projet de convention qui devra leur être appliqué. Il a formulé diverses suggestions sur la procédure à suivre par le Conseil en cette circonstance.

M. Mertens (ouvrier, Belgique) a demandé au Conseil de ne pas se limiter aux industries proposées par le Bureau international du Travail, et d'étendre dès maintenant le bénéfice des 40 heures au plus grand nombre possible de travailleurs, notamment à ceux des industries où le travail est ininterrompu, aux travailleurs du textile, des industries des armes, des munitions et construction navales, des produits chimiques, des transports, des services d'eau, de gaz, d'électricité, des mines de charbon, des imprimeries. M. Mertens a particulièrement soutenu la nécessité d'appliquer la réduction de la durée du travail dans les arts graphiques.

M. Picquenard (Gouvernement, France) a insisté surtout pour l'application des 40 heures aux mines de charbon et à l'industrie textile.

M. Nemecek (ouvrier, Tchécoslovaquie) a appuyé les demandes de son collègue Mertens et a parlé principalement des arts graphiques.

M. Mahaim (Gouvernement, Belgique) a appuyé les propositions du Bureau international du Travail.

M. Oersted (patron, Danemark), au nom du groupe patronal, à l'exception de son membre italien, M. Olivetti, a confirmé l'opposition de ce groupe au principe même d'une convention sur la réduction de la durée du travail, ainsi qu'à la procédure proposée. Le groupe patronal croit qu'une telle mesure bouleversera l'économie et n'apportera aucun remède au chômage. Il votera donc contre toutes les propositions d'application, partielle ou générale, des 40 heures.

M. Hayday (ouvrier, Grande-Bretagne) a souligné, à son tour, la nécessité de ne pas limiter l'application des 40 heures à un petit nombre d'industries. Il a soutenu que l'on s'exagérerait certainement les difficultés techniques que rencontrerait une application générale de cette réforme. (Genève, 30 janvier 1935).

### CE QU'EST LE FASCISME

*Qu'arrive-t-il quand des syndicalistes passent à l'organisation fasciste?*

Dans l'espoir de sauvegarder les droits acquis en matière de secours par de longues années de cotisation, les ouvriers des arts graphiques, dont les institutions de solidarité sociale étaient le plus développées, furent le seul et unique groupe professionnel à passer en bloc au syndicat unique fasciste.

Le résultat? Le syndicat fasciste, qui avait promis la sauvegarde des prestations, est maintenant acculé à la déconfiture. Le fascisme a ruiné les arts graphiques. Le syndicat fasciste entend maintenant assainir en réduisant les prestations de moitié. Il a — autre surprise — négocié avec les employeurs et concerté avec eux un travail à horaire réduit! La durée hebdomadaire du travail est réduite de 8 heures, dont 7 heures aux frais des travailleurs, comme perte nette de salaire...

Une réunion de délégués à Vienne repoussa ces propositions. Six délégués ouvriers — anciens syndiqués libres — envoyés à une conférence régionale de Basse-Autriche pour débattre de la même question, y déclinèrent, en même temps que les camarades du lieu, ces propositions également. Le mandat des six délégués fut annulé par le chef du syndicat unique fasciste.

Les ouvriers graphiques, ex-membres des syndicats libres, font partie du syndicat unique mais leurs hommes de confiance sont écartés de tous les postes et fonctions. Rien d'étonnant donc si depuis quelque temps les membres ne paient plus la cotisation.

Dans une instruction lancée par les syndicats libres au sujet des "communautés d'ateliers" (faux-nez de la dictature fasciste à l'usine), on déclare, sur l'adhésion aux organisations fascistes: "Vu notre principe: Personne dans les organisations fascistes, nous ne pouvons admettre l'entrée d'un syndicaliste dans le syndicat unique. Nous ne pouvons lui épargner le nom de déserteur que s'il utilise sa fonction à l'usine pour la lutte contre le syndicat unique. Même s'il a été contraint d'adhérer, il doit faire l'impossible pour retenir ses camarades d'entrer dans le syndicat unique ou bien, s'ils ont été forcés de le faire, il doit pousser à la grève des cotisations." — F. S. I.

Bon conseil.

— Dites-moi, garçon, je n'ai que vingt sous pour déjeuner. Que me conseillez-vous?

— Un autre restaurant.

## Syndicalisme

Un ministre provincial disait, ces jours-ci, la nécessité pour les ouvriers de s'enrôler dans les organisations syndicales. Sans elles, les artisans se trouvent isolés, n'ont aucun moyen de contact facile avec les législateurs et les institutions économiques du pays; sans elles, il est impossible de faire connaître les justes griefs relatifs aux heures de travail et aux salaires et de faire respecter les lois ouvrières.

Tous les ouvriers se sont groupés en corps suivant les métiers qu'ils exercent, puis ces divers corps ont formé des fédérations internationales et nationales. Aujourd'hui, le syndicalisme est la grande force sans laquelle il est impossible de diriger quelque mouvement d'ordre économique et social. Il n'est d'ailleurs plus ce qu'il était hier en raison de la qualité de ses dirigeants, hommes souvent très instruits, très au courant des faits de la vie industrielle et des lois, des besoins des masses et des responsabilités qui leur incombent.

L'organisation syndicale s'étend également à presque toutes les activités des classes dites professionnelles, comme le droit, la médecine, le génie, etc. Jusqu'aux instituteurs et aux jeunes filles de bureaux qui ont leurs associations propres.

A part les questions de traitement et d'indemnités, on discute à ces réunions toutes celles se rattachant à la défense des droits de chacun, du relèvement social des groupes, quand il est nécessaire, au prestige même du travail.

Il faut plaindre ceux-là même qui, par l'insuffisance numérique de leur métier ou de leur profession, ne peuvent se grouper. Il est avéré que les travailleurs non affiliés constituent encore la grande masse. Une foule de gens n'exercent aucun métier particulier. Il va de soi que les ouvriers spécialisés se doivent d'être protégés contre la pénétration dans leurs rangs d'individus qui se découvrent du jour au lendemain des aptitudes particulières. D'une façon générale, les sans-métier, du fait qu'ils vont d'une besogne à l'autre sans s'arrêter à aucune, ne peuvent se rallier sur un front unique et partant exercer une action commune. Ce sont des nomades du travail. Toutefois, le syndicalisme conjuré finira par rompre la pitoyable destinée, par exemple, de tous ces collets blancs — petits comptables, buralistes, commis, solliciteurs, etc. — dont le travail n'est pas nettement défini parce que trop changeant. Pourquoi pas une association de sans-métier et des versatiles? — *La Patrie*.

### MACHINISME ET DESOEUUREMENT

Pour expliquer la crise de chômage qui sévit aux Etats-Unis, on a montré le rendement progressif de la main-d'œuvre par suite du perfectionnement et de l'emploi de plus en plus intensif des machines. La substitution de la machine à l'ouvrier s'observe dans tous les métiers, sans exception ceux du bâtiment. Elle s'opère systématiquement au Canada ainsi que chez nos voisins, et les rapports des recensements industriels nous donnent la mesure de cette révolution économique qui affecte si profondément la classe ouvrière. L'industrie nationale en 1900 employait 339,000 travailleurs et la plus-value globale ajoutée à la matière première par l'usinage s'établissait à 609 millions de dollars. Vingt ans plus tard, en 1920, le recensement fédéral fait constater que l'industrie emploie 609,586 travailleurs et que la plus-value produite par leur labeur se chiffre à 1,686 millions de dollars. Le nombre d'ouvriers industriels a augmenté de 80 pour cent; la valeur du produit, abstraction faite du coût de la matière première, a augmenté de 800 pour cent!

Nos gouvernants, appliqués alors à résoudre le problème de l'immigration, voyaient dans ces chiffres une raison pour n'admettre au pays que des immigrants qui se livreraient aux travaux des champs. Ils semblaient perdre de vue que la machine a pareillement remplacé un grand nombre de travailleurs de ferme. Sur ce point encore les statistiques du recensement font une complète lumière. De 1900 à 1920, la population rurale dans l'ensemble du Dominion, montre un accroissement de 33 pour cent seulement; dans le même temps, la production agricole a cependant augmenté de 364 à 1,507 millions de dollars. Le recensement de 1931 montre une plus grande disproportion encore.

Le problème que nous pose l'emploi de plus en plus généralisé de machines présente donc une égale gravité à la campagne et à la ville, dans l'agriculture et dans l'industrie.

### L'ORDRE DU JOUR POUR 1935 AU BUREAU INTERNATIONAL

Par 20 voix, sans opposition, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence de 1935 la révision partielle de la convention sur quatre points d'ordre technique concernant: l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés; les prolongations pour des travaux nécessairement continus; les prolongations pour des travaux préparatoires et complémentaires; le décalage périodique des équipes chargées d'assurer la marche de certains engins.

Une proposition tendant à inscrire un cinquième point concernant le "spread-over" (système de récupération éventuelle des heures de travail non effectuées par suite de l'octroi d'une demi-journée de congé par semaine ou d'une journée par quinzaine) a été repoussée par 8 voix contre 7.

Un nouvel aéroplane géant construit en Russie, pour distribuer des fascicules de propagande, est équipé d'un échange téléphonique, d'un poste de radio, d'une imprimerie, et d'un cinéma.

### QUELQUES OPINIONS

#### SUR LA PUBLICITE

Il ne suffit pas de fabriquer un produit pour le vendre. Pour le faire connaître et le faire apprécier du grand public, il faut l'annoncer. La réclame, la publicité sous toutes ses formes, transforment un inconnu en acheteur connu et en un client fidèle.

Ceux qui réussissent dans les affaires font de la publicité sous toutes ses formes, la publicité rapportant au-delà de la dépense.

Les maîtres, les rois du commerce, de l'industrie, et même de la politique, le crient bien haut:

"La publicité sera pour l'industriel, le commerçant, l'homme d'affaires, une question de vie ou de mort.

"Faites de la publicité ou vous allez disparaître dans la tourmente actuelle.

"Le chemin de la richesse passe par l'enceinte du journal.

"Pendant que le commerçant et l'industriel se reposent, leurs annonces travaillent."

Comment veut-on que le monde sache que l'on a quelque chose à vendre, si on ne le lui fait pas savoir?

"Mon fils, travaille avec des gens qui font de la réclame, et tu n'y perdras rien."

"Même si vous aviez à offrir de l'or pour du plomb, vous ne vous en débarrasseriez pas si vous ne le faisiez savoir."

Morale: Ne négligez pas votre publicité.

### LES ETATS-UNIS A GENEVE

M. Léon Jouhaux, au nom du groupe ouvrier, a dit sa joie de pouvoir annoncer que les ouvriers des Etats-Unis seraient maintenant directement associés à l'activité du Conseil d'administration du Bureau international du Travail. En effet, la Fédération Américaine du Travail vient de désigner son président, M. William Green, pour participer aux travaux du Conseil d'administration. Cette désignation deviendra définitive au mois de juin, mais d'ores et déjà, la Fédération Américaine du Travail collabore au Conseil.

A cette occasion, M. James Wilson a exprimé la gratitude de la Fédération Américaine du Travail pour l'aimable accueil fait à son représentant. La Fédération Américaine du Travail collaborera de tout coeur à toute politique constructive qui sera poursuivie dans l'intérêt général de tous et elle cherchera à appliquer complètement les dispositions de la constitution de l'Organisation internationale du Travail, d'après lesquelles doit être recherchée une plus grande justice sociale.

### LE CANADA

Le Canada (nom dérivé, dit-on, d'un mot indien signifiant "amas de huttes") devint définitivement connu des nations européennes après les quatre voyages de Cartier au grand fleuve qu'il avait nommé Saint-Laurent, lors de son deuxième voyage, mais ce n'est qu'après que Samuel de Champlain eut établi l'"Abitation" au pied du cap Diamant dominant le village de Stadacona (site de la ville de Québec) que la France prit pied à terre d'une façon permanente dans l'Amérique du Nord.



En vente  
au Canada  
depuis plus  
de 100 ans

**GIN de KUYPER**

1.00 la bouteille de 10 onces

2.30 la bouteille de 26 onces

3.30 la bouteille de 40 onces

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs Rotterdam, Hollande - Maison fondée en 1695

# Parliament from the Gallery

By GRACE MacINNIS.

Mr. Bennett's protracted absence from the House has injected an element of uncertainty into the political situation. The House is less lively without him. The Cabinet Ministers seem rather fearful of accepting the mantle of his authority so unexpectedly cast upon them and reveal only too clearly the one-man nature of the government. One feels that Mr. Bennett from his sick-bed still pulls the strings. Overwork has aggravated a bad heart condition, but his doctor feels that a good rest may fit the Prime Minister for his duties again. Of course, Ottawa is buzzing with gossip. Suppose he can't lead the Conservative party at the elections! Suppose the date of the elections should be very late in the fall! Supposition is thriving these days.

\* \* \*

The Employment and Social Insurance Bill passed with only three dissenting votes. The C. C. F. group made two unsuccessful attempts to have it altered to AN ENTIRELY NON-CONTRIBUTORY BASIS, and at all stages of the bill endeavored to have the interests of the workers protected. Apart from a few minor concessions, their efforts were in vain. Having done what they could to demonstrate the inadequacy of the bill, which the government claims will cover 1,700,000 workers and which Mr. Woodsworth estimates will leave 2,260,000 unprotected, the C. C. F. faced the final vote. On the principle that a slice is better than no bread, all but one of them voted for the bill. E. J. Garland, as a final gesture against its insufficiency, turned it down. Associated with him in the vote were J. F. Pouliot, Quebec Liberal, and Henri Bourassa, Quebec Independent. Mr. Pouliot's reasons seem difficult to fathom, while Mr. Bourassa gave six, among which were the constitution, the inadequacy of the bill, the cost to the taxpayers and "because the effect of our whole so-called social legislation is to debase the social spirit of our people, to create a fast growing class of beggars, loafers and crooked men, who expect the state to give them a living...."

\* \* \*

Investigating the "icy souls" of the corporations has been a somewhat costly business. A question was asked recently in the House relative to the services and remuneration of Norman Somerville, K.C., who acted as counsel for the Committee and later the Royal Commission on Price Spreads and Mass Buying. Mr. Somerville was employed for 196 days. For his work he received a total in remuneration and expense allowance of \$32,581.96. That makes a daily revenue of \$166.40. Who says prosperity has not returned?

\* \* \*

Speaking of spreads: The estimates of the Department of National Defence came up recently for discussion. The relief camps are administered by that Department. General McNaughton, in charge of the Department, receives a salary of \$10,000 a year; men in relief camps — also under the Department — receive \$73 a year. Or as Mr. Munn, North Vancouver Liberal, put it:

"There is too big a spread between \$10,000 a year and twenty cents a day; that is the spread between the remuneration of men in the employ of the Department of National Defence."

Discussion on the National Defence estimates was rather confused, covering as it did such subjects as relief camps, expenditures on public buildings — chiefly armories — the desirability of having so many "brass hats" in the

# The Capitalist System

By C. McKAY.

The way to reform the capitalist system is to adopt economic democracy. MacKenzie King, Liberal leader, declared in the House of Commons, "No changes in the capitalist system which leave the capital investor secure in his position as controller of industrial policy will bring about any reform worthy of the name," he said. What about the labor investors? What about the men who invest their lives, their skill, in industry? If the prime minister wants to reform the capitalist system, the way to begin is by sharing between labor and the community as well as capital, the control of industrial policy.

And Leader King was eloquently indignant because Premier Bennett has not even hinted at any provision for a voice for labor in his promised new order. It might seem King had stolen a march on Bennett. Economic democracy would be the realization of the programme of the Co-operative Commonwealth Federation. But Mr. King's conception of economic democracy is probably as vague as that of the French bourgeoisie who made their Great Revolution with the slogans Equality, Liberty, Fraternity, the ruling principles of ancient gentile or tribal societies. King, indeed, said that all his life he has recognized that industrial democracy was a requirement of progress, but he has never really accepted the necessary implications of this view. With all his talk of the evils of industrial autocracy, economic aristocracy or plutocracy, he has not recognized that they are founded on property and political office. And as he has given no indication of a desire to abolish the privileges of property or blunt the power of the State as a tool of capitalist property, his proposal that labor and the community, as well as capital, should be

represented on a common board to determine industrial policy would realize nothing more than a ghost of economic democracy. In fine, King's idea of economic democracy goes about as far as that of Gen. Johnson. It assumes the maintenance of a propertied class and an exploited mass. Labor power would still be a commodity.

Angus McInnis, Laborite, said economic democracy could not be realized within the property relations of capitalism. And he pointed out corporate property had already acquired such an ascendancy as to have crowded out the older forms of private property, or robbed them of most of their value. A recent survey of the Financial Post, he said, showed that one-hundred non-banking corporations in Canada had gross assets equal to 75 per cent of the capitalist property investment in enterprises engaged in manufacturing, transportation, construction, mining, public utilities and merchandising. These one-hundred non-banking corporations dominate the major industries of the country. And about fifty "big shots," through control of the banks and by means of interlocking directorates have dominion over these dominating corporations. Sir Herbert Holt was a director of companies with assets equal to about one-half the capital investment in the large-scale enterprises of Canada.

How have economic democracy while a few men dominated the major means of production and distribution? MacInnis asked. The transformation of capitalist property into social property was necessary to realize economic democracy, and the only recourse by which society could save itself from chaos.

permanent force and the whole question of Canadian preparedness for war.

Miss MacPhail was clear as to her attitude regarding the war preparations:

"I wish to protest as strongly as I can against the expenditure of vast sums of money on military buildings, arsenals, armories or whatever they may be. In thinking over the things that Canada needs I would put additional armories or military buildings at the bottom of the list rather than at the top."

Mr. Power, Quebec Liberal, opened the discussion on the relief camps. He objected to the men from the Valcartier camp being put to work building an arsenal. First, by employing relief labor at 20 cents a day, the government is infringing one of its own fair wage statutes. Secondly, married men from Quebec could and should have been given the construction job. Mr. Munn, Mr. MacInnis and Miss MacPhail all protested against present methods of administration in the relief camps. Mr. Barber, British Columbia Conservative, finds, on the contrary, that

"From seventy-five to ninety per cent of the men there appreciate the service that is being rendered by the department. There is of course an element which one could not satisfy under any conditions."

\* \* \*

For the benefit of those contemplating a military career, I quote from a letter placed on record by Mr. Sanderson of Ontario. The letter is a circular sent out by the Department of National Defence, Militia Service, "M. 3-1-8-3."

- "(b) Paragraph 49, Dress Regulations for the Canadian militia, 1932, prescribes a black bow tie, and this paragraph is being amended by adding thereto the words 'with square ends.' Pointed ends should not be worn and the edges of the bow should be straight and parallel.
- "(c) Particular attention should be paid to the dimensions of the tie, which should be about two inches wide at the ends and the length of the tie, in inches, should be twice the size of the collar, namely an officer wearing a 15 1/2 collar should wear a tie approximately 31 inches long."

And, under that same Department's estimates, was quoted an item from the Vancouver Province of February 28th:

"Twenty-eight relief camp deserters, who some days ago were given the option of leaving town or serving three months in gaol after being convicted of obtaining meals by fraud in city cafes, gave themselves up at police headquarters Wednesday night. They expressed their willingness to serve their sentences as they had been without food for twenty-four hours."

\* \* \*

From the government's statement regarding Returns of Classifications of Loans and Deposits of the chartered banks of Canada as at October 31, 1934, we learn that the total loans amounted to \$1,149,708,830.19. Some of the debtors and their borrowings were:

Provincial Governments .....	\$ 26,822,178.37
Municipal Governments and School Districts .....	107,414,483.18
Farmers' loans .....	64,229,743.77
Grain dealers, grain exporters, seed merchants .....	150,515,305.45
Merchandising, wholesale and retail .....	117,486,420.20
Manufacturers of and dealers in Lumber, Pulpwood and products thereof .....	74,283,150.27
Mining .....	6,621,120.98
Fishing (including loans to packers and curers of fish) .....	6,965,204.75
Building Contractors and others .....	21,792,645.07
Public Utilities (including Transportation Companies) .....	71,358,370.29
Churches, Parishes, Hospitals, Charitable and Religious Institutions .....	66,532,517.08



When it's their anniversary . . . and you've been away a long time . . . and you can't be there in person to congratulate them . . . Send your voice instead, by Long Distance.

● Nothing but your voice can give just the right touch. And as the rates in the front pages of your directory show, you can talk 100 miles or so for as little as 30 cents.



## Money Production & Distribution

The First Should be as Generously Circulated as There is a Plentiful Supply of Commodities and Services.

By BERNARD ROSE.

Lack of employment and lack of money to purchase what one requires, whether he is employed or unemployed, are the two principal questions that are being debated and discussed by politicians, statesmen, editors of newspapers, as well as contributors to magazines that are read by the thinking element of the population.

While the newspaper with a large circulation seeks to convey the impression that things are improving, they know a great deal has yet to be done before things will improve in the sense of employment being provided for those without it, and reforms introduced, that will increase the purchasing power of those employed; they sense the determination, on the part of the workers, who have hitherto taken little interest in economic and social questions, to obtain a fair share of what is produced.

The diligent mechanic, and equally industrious white collar worker and technician, are not in favor of revolutionary innovation, but they insist that, as human beings and citizens, they are at least entitled to employment, since without it, they cannot fulfill the obligations devolving upon them in the quality of heads of families and citizens.

Emphasis has been laid upon the undeniable fact that the problem of production for use as well as consumption, has long been solved. What is yet awaiting solution, (and let us all hope that it will come without violence, or the destruction of institutions that we hold dear because of an angered populace,) is the problem of distribution. Men and women will not long be content to remain quiescent, when they know there is an abundance of foods and commodities, the first for consumption, and the second for use; but access to which they cannot get, because of their inability to purchase same with the wages or salaries earned in the exercise of their trade or calling.

It does not require the information which technocrats can furnish, to show the enormous degree to which production has been accelerated, through labor saving devices, to convince us that there is plenty for all, if it is distributed fairly.

The fact that minimum wage scales are being established, is an admission by Governments and industry, that the worker is entitled to a wage enabling him to purchase the vital necessities of life. Notwithstanding a minimum wage, the worker must still continue protesting against the unfair conditions that deprive him of the compensation to which he is rightfully entitled, in exchange for the labor or service which he renders industry and the community.

If money is the medium without which trade cannot be carried on, it should be as generously circulated as there is a plentiful supply of commodities and services. Discussing "MONEY" in the July, 1933, issue of "Harper's" Magazine, the Editor, Mr. Edward S. Martin, says "Some people think that it would be nice if the government gathered up the surplus money and used it for purposes that benefited the whole community."

There is a school that believes that government should control all resources and exploit them for the benefit of the producer. The foremost advocates of this school are very articulate in their demands, and quite aggressive in the carrying on of their campaign. The majority, however, still believe that all that is necessary to bring about needed reform, can be accomplished through the agencies presently available.

Mr. Martin goes on to say: "Our present arrangement about money is known as the capitalist system, by which individuals are able to command a large share of the accumulated surplus of labor combined with management, invention, and talent. Labor, which means the efforts of the mass of men, undoubtedly requires management and direction. Unless first-rate minds concern themselves with production it does not prosper. One problem is to determine what share direction and management shall have and what share shall be devoted to the maintenance and improvement of the standard of living."

Labor at no time had the slightest objection to adequate compensation being given those employed in a managerial capacity. It realizes that men are not all constituted alike, and that some are endowed by nature with qualities that mark them out from the rest of their fellows. What it has, however, at all times objected to, is the accumulation of huge fortunes not by able executives, but promoters and schemers whose services are of absolutely no value to the community, but on the contrary, a menace.

There should be no difficulty in determining "what share direction and management shall have and what share shall be devoted to the maintenance and improvement of the standard of living." The share to maintain and improve the standard of living must be considerably in excess of the minimum wage which is established by governments and industries. When it exceeds this, the worker will then be able to say that he is getting a fair share of what is produced, and in some degree benefiting from the advantages made in industrial technique.

The worker is not concerned with the rivalries of corporations. He is satisfied that combination, where it leads to the effecting of economy and promoting efficiency, can function for the benefit of the majority employed by such combination.

As he well points out: "Beneath and behind all our thought and study and anxiety in this country is the great fact that, largely because of our enormous natural resources and the immensely increased power and use of machinery, there is hardly any limit to production; so that it is possible, if we have the will and the brains to find a way, to provide all the necessities and very many of the luxuries of life for everybody. We can create and probably sustain a higher standard of living for all our people than the world has ever known on a large scale before. The hands are ready enough and clamor to be employed. The machines are ready and more coming if needed. We have the lands, the timber, the oil, the coal, the metals. How are we going to manage so that they will be distributed in a manner that will promote the general good? How shall we regulate the great corporations and powerful individuals from hogging an undue share of what labor produces?"

The regulating of "great corporations and powerful individuals from hogging an undue share of what labor produces," is what is at present seriously concerning Governments not only within Canada, but the United States, and other countries. The resort to newer means of taxation, so that what powerful corporations will not give willingly, will be taken from them by means of legislation, shows that even those who are at the head of Governments appreciate the temper of the public mind and its refusal to any longer permit itself to be influenced by the specious pleas advanced on behalf of those who, because of superior organization and efficient machines, can profit so considerably from the labor of the men whom industry employs.

Labor demands not only that it be consulted, but given a share in the management of industry, in order that great corporations, as well as individuals owning resources and machinery, be subject to a measure of control, in the interests of the worker, as well as the community.

## NEWS FROM OTTAWA.

### Money Power in Canada

Contributed by the Bureau of Social Research, Ottawa.

#### NATURAL INCREASE VERSUS IMMIGRATION

The principle having been accepted by the community that those of its members who are willing and able to work, yet cannot find suitable employment, are entitled to receive some sort of subsistence would appear to indicate that the community may, at some not far distant date, feel that it should have some say in numbers of people who shall be added to its ranks. In other words this would mean that we may have to envisage a "planned population." At first glance, this branch of economics may not appear to come within the scope of practical politics, but it is becoming increasingly evident, with the present trend of nationalization, that we shall either have to adapt our population to our productive capacity, or adapt our productive capacity to our population.

Leaving aside for the present, the question of immigration, and dealing with the natural increase of births over deaths, we find that Canada, in common with most of the older countries, is approaching a period of a diminishing rather than an increasing population. Fewer people are getting married and the birth rate is slowly but surely declining. At the same time, while fewer babies are being born, the older people are clinging more strenuously to life, and are apparently more successful in postponing the services of the undertaker than used to be the case.

#### Ear Muffs and False Teeth!

A male baby born in 1871 had an expectancy of life of forty years. His son, born in 1901, had an expectancy of 46 years, while his son, born in 1921, might look forward to a life of 55 years. It is interesting to note that the increased efficiency of sanitation and medical science has progressively increased the span of life by 15 years from 1871 to 1921, with the result that the number of older people per thousand is steadily increasing.

The declining birth rate coupled with the shift of the centre of gravity towards old age will, in all probability, have some rather peculiar effects upon the demand for various classes of goods, as the markets which depend upon children must contract and those which cater for maturer years must expand. For example, manufacturers would be unwise to provide for any great expansion in the production of baby carriages, rattles, and dolls, while, on the other hand they may expect a steadily increasing demand for ear muffs and false teeth! We may also look forward to a continually increasing expenditure for old age pensions.

According to the census of 1931 there was a total population in Canada of 10,376,000 persons. Of these there were 4,322,000 between the ages of 1 and 19; 4,327,000 between 20 and 50, and 1,712,000 between 51 and 100. With these figures as a basis, compared to the distribution of age as shown in the 1921 census, we may estimate that the census of 1941 will show a population of 11,621,000 rising to possibly 13,000,000 in 1951.

#### Fewer Babies, More Old People.

The following figures indicate very clearly the definite trend towards the decreasing number of young children and a corresponding increase of those over 45 years of age. In 1921 there were 239.67 children per thousand under the age of 9, while the last census, that of 1931, showed 212.70 per thousand, a decrease of 26.97. There was a slight increase of those between 10 and 44, but the individuals whose ages were given as 45 and over increased from 197.50 to 222.77 per thousand or 25.27.

Those who still remember the land booms of pre-war days, and the over-enthusiastic predictions of "fifty million by 1950," will probably find that we shall not achieve more than a quarter of that figure.

It has dawned upon those who head Governments, as well as forward-looking executives and capitalists, that if the present system of industry, based as it is upon private ownership, is to continue, that first consideration must at all times be given to the workers. There is no valid reason that can be given why workers should not benefit in a larger measure than they have hitherto, in the advantages that flow from superior organization and the fruits of that increased production, which, if fairly distributed, will go a very long way towards solving the problem, which has, particularly since the depression began, been discussed so widely and vehemently by all who are interested in human welfare.

It should be the earnest endeavor of all who profess to favor the maintenance of existing political and social institutions, to so organize industry and distribute its fruits, that no encouragement will be given to those who believe that a new order of society, based upon Fascist or Communist principles, is the only means to give the workers economic justice and social consideration to which they are entitled.

It was not expected, of course, that the population could be increased to that extent through purely natural causes, but it was hoped that a continuous flood of immigrants would pour into the country and would not only supply our manufacturers with millions of new customers, but would also aid in the production of surplus goods for export. The results of our immigration policy, however, have been extremely disappointing, for although between 1901 and 1931, we persuaded 5,008,400 to try their fortunes in this wonderful new land, three quarters of them, or 3,409,000 changed their status from "immigrant" to "emigrant" and either kept on going to more promising pastures or, disillusioned, returned home. The final result was that for an expenditure of approximately \$50,000,000 we secured an increase in population through immigration of only 1,675,000. The figures for the last 10 years are still more disheartening, for in that period we spent \$25,000,000 to bring in 264,000 immigrants.

#### Immigrants, \$100.00 Each!

On the other hand, it is interesting to note that during the past 30 years the natural increase in population, which was expected to be secondary to that which we hoped to obtain through immigration, has actually been our mainstay, for during that period the excess of births over deaths has amounted to 3,328,000. Evidently it would pay us a great deal better to rely upon the natural increase instead of following an expensive and ineffective immigration policy, for this number of immigrants would have cost the taxpayers of Canada approximately \$100,000,000 even if they could all have been induced to remain permanently. To bring these millions of babies into the world cost the taxpayers nothing, while, on the other hand, those immigrants who have come into the country during the past ten years, and remained with us, cost the taxpayer not less than \$100.00 each.

When we consider that we are unable to find employment for a great many of the immigrants which we have brought into the country at such great cost, to say nothing of the hundreds of thousands of our own Canadian born who cannot make a living, it is apparent that legislation much more far-reaching than unemployment insurance is required to remedy the ill effects of our unfortunate immigration experiment.

#### 996,000 Jobs!

According to the last census there were 460,000 boys and girls under 19 years of age who were gainfully employed, while 536,000 men and women over 55 years of age were likewise in steady employment. Of these latter it comes as a startling and somewhat saddening shock to realize that 72,886 men and 7,897 women OVER 70 YEARS OF AGE were still working. In this age of mechanized industry no country calling itself "civilized" should find it necessary to force boys and girls of 19 and under into the ranks of labor, nor should anyone who has worked for 35 years, that is from 20 to 55, be condemned to continue beyond that period as a wage-earner. If legislation were put into effect permitting only those between the ages of 20 and 55 to be gainfully employed, there would be, according to the census figures, 996,000 jobs immediately available.

Our productive capacity, both agricultural and manufacturing, is based on a far larger population than Canada is likely to have for a great many years, and is fully capable of supplying every man, woman and child with everything they can possibly need. With public ownership of the means of production, and a readjustment of our financial system, there is not the slightest reason why the above suggested legislation could not be passed by a government sincerely devoted to the real interests of the people.

# Industrial Peace and Equity

Essential to the Economic Welfare of the People. Rights  
Guaranteed by Law or Custom Should be Jealously Guarded.

By BERNARD ROSE.

In the opening sentence of his interesting little book, "The State and The Nation," the author, Edward Jenks, M.A., D.C.L., says: "The history of politics is a branch of the greater history of civilization. And the history of civilization is the history of human efforts to supply human needs, and, especially and primarily, the history of efforts made conjointly, i.e. in co-operation, by human beings, to achieve a satisfaction of their mutual needs."

I think it can be laid down as an incontrovertible proposition, that the purpose of most men during their lives, is to satisfy their needs. Whether their co-operation, in the satisfaction of their needs, is voluntary or forced, is of little moment. Civilization, therefore, is the evidence of that co-operation, necessary to the safety, as well as the satisfying of man's primary needs.

I think it can be further laid down that, in the degree that men have learned to co-operate for their individual and collective advantage, has civilization progressed. That conflicts, both within and beyond the country of which one is a member still take place, is due to that lack of co-operation and understanding between the heads of Governments and the citizens of the different countries not having developed the sense of responsibility, that would make them appreciate the brutality and uselessness of war.

Within the nation, tribunals are established, before which men go to secure that redress to which they believe they are entitled, because of their readiness to obey the laws of their country. States with a representative form of Government discourage a resort to the use of force by the citizen to eliminate an abuse or redress a grievance. One is not allowed to take the law into his own hands, more than one judge has declared, when a culprit was brought before him for acting in the quality that is assigned by law to the police and judicial institutions.

The desire for peace in industry, but based upon equity, has become increasingly manifest since the termination of the great conflict that lasted for more than four years. In several countries, various enactments were passed enabling the parties in industry to a dispute to meet together and amicably discuss differences with a view to their adjustment. The attitude of the employer, who arrogantly contends that he is under no obligation, moral or economic, to treat his employees other than his interests demand or suggest, is being very properly frowned upon by the heads of Governments and all interested in human welfare.

Since the supplying of human needs creates employment for the greater part of the industrial and agricultural population of a country, any action that tends to deprive the workers in either of these major activities of the compensation and security, which they can rightly claim, leads to investigation and intervention by Governments, with the purpose of securing for such workers not only the right to be heard when they have a just grievance, but after the fullest discussion, redress, either by voluntary action on the part of the employers, or legislation enacted to meet the situation.

It has been found that co-operation in the carrying out of a plan or purpose is in every way superior to competition. While men compete on the sport field and in various other lines of endeavor, competition in industry must, because of the desire for profit, inevitably lead to lowering living standards and creating serious abuses, the elimination of which becomes the responsibility of interested employers, and failing action on their part, the State, acting through its Legislature.

In the past, the satisfying of human needs was regarded as furnishing scope for enterprising men to secure the capital to establish a factory or works, to manufacture the commodity or furnish a service for which a market was available. The employer or director of the enterprise looked upon it as one they were conducting with the principal object of earning a profit for the investor, whether he was the sole owner, or its capital provided by contributions from those purchasing shares. It is this conception of industry carried on regardless of how it may affect the economic and social welfare of those it employs, that is the cause of unemployment, low wages, long hours, and the conditions that develop, where the employee has no recourse against the employer in the matter of continuous employment, higher wages, shorter hours, and the treatment that should be accorded him or those, whose working time is devoted to carrying out the task set him by the employer, or exercising the trade or calling upon which he depends for a livelihood.

Civilization is therefore a measure of co-operation on the part of individuals, making it possible to establish a state or community, the citizens or members of which receive a training or acquire proficiency in the arts and crafts needed for the sustenance and comfort of the individual. It is hardly likely that a civilization, as we understand it, could be built up where individuals were allowed to do as they pleased, and scorned the suggestion of co-operation in the evolving of a social structure, that would make possible the better satisfaction of their economic wants.

Civilization only possible where men and women have reached a given degree of intelligence, permits the forming of groups, the members of which have a good deal in common. The trade union is the most outstanding of the groups made up of those who are members of the same craft or calling and co-operate, with the view to securing through such co-operation, not only the solidarity that comes because of employment in a like occupation, but the strength such co-operation gives when a request is made on its behalf and addressed to employers, demanding improved conditions. Organizations and movements, therefore, that teach and develop a higher sense of co-operative effort, make for a higher type of civilization. There are those who believe that co-operation should take the form of a state in which all who are citizens owe it allegiance and must carry out its will. A state of this kind is hardly calculated to tolerate the exercise of that liberty dear to the citizen of a democratic nation. It enforces obedience through its laws — generally the laws of a dictator or autocrat, who, in promulgating his decrees, declares that obedience is essential to the safety of the State and the welfare of the citizen.

Where the dictator, speaking in the name of a state of this kind, commands obedience, he is in a position to enforce it, since he has at his disposition the coercive machinery of the state, and can punish refractory citizens by death, exile, imprisonment, or torture.

Examples of what has happened to recalcitrant citizens, in several European countries, have unfortunately multiplied very considerably of late. In these countries, the co-operative institutions and agencies established by the

workers and of a purely voluntary nature, have been destroyed and replaced by those imposed by the State, acting in accordance with the will of the dictator. A forced co-operation of this kind is even worse than the competition that prevails and leads to serious consequences, in the matter of industrial and living standards. Unfair competition, in countries with representative institutions, can at least be remedied through the action of the people's representatives. In an autocratic state, with a dictator at its head, neither competition nor co-operation, as it is understood in democratic countries, is permitted.

The helplessness and servility of the men and women, in certain European states, is an object lesson to what lengths, in the name of the state and the welfare of its citizens, dictators and groups will go, in the carrying out of their plans. Appeals are made to the patriotism of the citizen, particularly those about to or having reached manhood, are told that the safety of the state should be the supreme concern of every loyal citizen.

Discussing the deification of the State, Mr. Jenks says: "Some, again, go further still, and, in their worship of power and authority, set up the State as a deity, whom to serve is the highest duty of the citizen, and whose greatness and power should be increased by all means, even by the sacrifice of the lives and happiness of those in whose interests the State nominally exists. This monstrous perversion of elementary truths would appear incredible, were it not, unhappily, too obvious, as well as its consequences."

It is a great misfortune that, in three allegedly civilized countries, the lives and happiness of thousands have been sacrificed, because of their inability or refusal to allow the State to deprive them of the liberty and opportunity to which they properly claim they have a right, as human beings, and citizens of a country that belongs to the family of nations. The usurpation of the powers of the people by a dictator or political leader, acting ostensibly in their name, is not only a menace to the liberty of the individual, but bound to lead to reprisals of a kind, likely to have very serious consequences. A free people must at all times be on their guard against any attempt to deprive them, or their representatives, of the rights guaranteed them in virtue of a written constitution, or the customs that have prevailed over several centuries.

Reference to this usurpation by leaders to whom their followers are subservient, have been made on several occasions within recent times. No matter how serious the distress of a nation may be, whatever plans are necessary to bring about reform, must be carried out through the instrumentality and agency of the elected representatives of the Parliament or Congress, that can speak for and legislate in the name of the whole people, and which collectively, because of its representative nature, is the surest guardian of the people's liberty.

We are occasionally prone to criticize the institutions that guarantee our liberties, because of the caution shown by the people's representatives, in taking steps to give the people the satisfaction they demand, in the way of remedial legislation to eliminate economic abuses and injustice. Such caution, even though it inspires criticism, is nevertheless a safeguard, since it shows an unwillingness, on the part of those who speak in the name of the people, to proceed along paths that are untried.

When, however, the people make known their determination to obtain reforms, their representatives will act with a vigor and energy showing willingness to respond to their will. On this Continent, we must on no account permit ourselves to be influenced by the appeals, doctrine, and dogma of the men and movements, that endeavor to shape the destinies of several nations across the sea. We must not tolerate, for an instant, any attempt to deify the State, since the State is really the instrument which a dictator or oligarchy uses to vent their spleen against those who disagree with them and menace their ambition to obtain power.

To what lengths, dictators speaking in the name of the State, will go, has been amply shown in the case of the country which in 1914 challenged the world to a trial of strength, and has replaced a Hohenzollern with a Hitler. No matter what the advantages, if any there be, of Fascism, the loss of liberty is too great a price to pay. We may owe allegiance to a King or a Constitution, but where the former is a monarch governed by the advice of his ministers who are responsible to the people periodically, and the latter is a code defining the liberties of the individual and subject to change or amendment by the people or their representatives, there is no likelihood of the citizen losing those rights and liberties, for which the great men in former centuries and decades fought to obtain, and left as a heritage to their descendants.

## Pour vos impressions

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

### Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

## Mercantile Printing

11, rue Saint-Paul Ouest

MONTREAL

## To Save Capitalism

By C. McKAY.

Ottawa. — Premier Bennett's loudly proclaimed revelation that drastic government intervention, regulation and control is necessary to save capitalism from collapse has had curious consequences. A while ago capitalist papers were having fitters over the Farmer-Labor party, denouncing its leaders as impractical idealists or wild Reds, warning against its home-wrecking, heaven-exploding, civilization-destroying policies. Now the same papers are saying that if the workers and farmers vote for Bennett the ideals of the Farmer-Labor party will be achieved.

Publicists, politicians and bank presidents vie with Prof. Leacock for the distinction of being the funniest economist. Some amazing expositions of capitalism are offered for the edification of the public. Among the first capitalists, it is said, was the savage who saved up enough fish caught in tidal pools to feed himself for a month while he built a boat and net. How the savage learned to preserve fish all of a sudden is not described. But he is credited with the highly civilized achievement of converting a rotten foodstuff into capital — a boat and a net.

Another example of the new economics is provided by the most-quoted daily in Canada: "Money is capital. Capital is not money, except to about the millionth part of an inch. Capital is property. . . . The club of the stone age man was capital."

Typical capitalist customs prevailed in the stone age! "The inventor of the club was a success. A neighbor started to make a club; but the inventor said the club was his patent and bashed the neighbor's head

in." And the inventor became a capitalist, exchanging clubs for rabbits.

The funniest thing about that is that it was intended as a serious exposition of the origin of capitalism, and an earnest defence of capitalism. And such ignorance of economic history is widespread.

Capitalism must be maintained to preserve the bourgeois liberties our fathers fought for is now the theme of many pens and tongues. And it will serve to bemuse many, since the labor press has so far done little to produce an intelligent perspective.

Emerson's advice to go to history to revive drooping spirits applies especially to the modern writers; and to "The Ancient History" of Morgan or Engels' "Origin of the Family, private property and the State." In the long epoch of Gentile society under the maternal law, liberty, equality, and fraternity were actualities. There was no place therein for capitalists or proletariats, exploiters and exploited. Things were produced jointly for use and consumed in common.

Merchant capital played a solo in the interstices of the feudal system, but until feudalism became decadent its spirit was a sense of duty, as the lust of lucre is the soul of the modern system.

Industrial capitalism developed as a means of general exploitation only of the tools of production became too expensive to be readily required by individuals, and land became private property. The freedom of capital, realized by the English, French and American revolutions, required for its profitable exercise a mass of propertyless workers, free of everything but their skins.

### THE RIGHT AND WISDOM OF WORKERS JOINING A UNION

By BERNARD ROSE.

Unorganized workers are at all times exploited by employers, who, taking advantage of their needs, compel them to accept employment upon terms which they, the employers, fix. The competition, on the part of the unorganized workers for jobs, gives the employer an advantage over the employee, which he continues to enjoy as long as the worker or workers in his employ are unorganized.

Experience has demonstrated to workers previously unorganized that, through organization, they were able to secure increased compensation, reduced working hours, and the redress of grievances. The trade union not only engendered within them a greater measure of self-respect, but likewise lessened the advantage enjoyed by the employer when his workers were not trade unionists.

It is unnecessary to give an historical resumé of the labor movement. It is hardly more than a century, since to form a combination of workers was regarded as a serious criminal offence. Quite recently, celebrations were held in the Dominion and Great Britain, recalling the heroism and suffering of the Tolpuddle martyrs.

Trade unions in Great Britain now enjoy a legal status. In the Dominion, it is not regarded as an offence for workers to organize, in order to promote their collective welfare. At the recent session of Parliament the Criminal Code was amended, permitting what is now known as peaceful picketing. As a result of the amendment, workers on strike may attend at or near the place where the strike is in progress, to advise intending applicants for employment that a strike exists.

The right to strike and picket, important as they are, are nevertheless of less consequence than the right to organize. There are still a considerable number of employers who are opposed to their workers joining unions. This is found more parti-

cularly in the smaller centres where the influence of the employer is such that he can effectively intimidate the worker from joining a union by threat of instant dismissal and likewise invoke the aid of the local police authorities against the so-called agitators in the person of an organizer, who seeks to induce the workers to form an association.

It is due to the fear of workers in a good many industries in large cities, and others in the smaller centres, that by joining a union they will lose their jobs, that the movement has not obtained the strength, that would give it the importance necessary to obtain recognition from employers, as well as favorable consideration from Governments.

Workers are legally entitled to associate together for their mutual protection; but this right is of little value, where it cannot be exercised because of the employer directly or indirectly notifying workers that membership in a union will lead to dismissal of the workers joining. Such interference and arbitrary action on the part of an employer merits not only severe criticism, but the intervention on the part of the State, to guarantee the worker's right to organize. In Section 7a of the National Industrial Recovery Act, the right of the worker to organize is set out in very clear terms; though there may still be employers who are prepared to disregard the section guaranteeing this right, the publicity resulting from any attempt on their part to interfere with the freedom of their employees organizing has caused them to hesitate resorting to drastic measures.

That employers do not like the thought of their workers organizing under the auspices of an international union, or the American Federation of Labor, is shown by the movement to organize company unions. Those who have been giving the matter the thought it merits, believe that the only way in which the worker's right to organize in order that he can bargain collectively with the employer and secure redress of grievances through an organization, is to make it an offence for an employer or group of employers setting up, as

### LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the Int. Labor Press  
Membre de la Presse internationale  
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO  
Secrétaire de la Rédaction  
Secretary, Editorial Department

### The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST  
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.  
LIMITED

Faites vos achats de  
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine  
281 est, rue Sainte-Catherine  
375 ouest, rue Saint-Jacques

### DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at  
LACHINE, P. Q.

Branch Works:  
Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

a condition of employment, abstention from membership in an organization, or dismissal where the worker joins a union.

The railroad brotherhoods were successful in obtaining amendments to the Railway Labor Act, forbidding any limitation upon freedom of association among employees, or any denial, as a condition of employment or otherwise, of the right of employees to join a labor organization. These amendments were approved by the 73rd Congress on June 21, 1934. The amendments also contain a very stringent clause, whereby "It is made a misdemeanor punishable by a heavy fine or imprisonment for an officer or agent of any carrier to interfere in any way with the organization of its employees or to use the funds of the carrier in maintaining or assisting or contributing to any Labor organization, Labor representative, or other agency of collective bargaining, or to do various other things prohibited by the Act."

In view of the attitude of employers in this province, and several other provinces, a similar measure should be adopted by the Dominion Government. Since Section 501 of the Criminal Code deals with intimidation, it is within the power of Parliament to legislate making it an offence punishable by fine or imprisonment, for an employer or employers to interfere with the right of the employee to join a union. If a measure of this kind was in effect, very few employers would dare interfere with or limit the right of their workers to join a union.



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

## PALACE

Closed for alterations

## CAPITOL

The Scarlet Pimpernel

with LESLIE HOWARD and MERLE OBERON

"The March of Time"  
The Screen Gives It Life.

## LOEW'S

ROBERT FLAHERTY'S

"MAN OF ARAN"

SECOND FEATURE

"Gentlemen Are Born"

with FRANCHOT TONE, JEAN MUIR, ANN DVORAK, ETC.

## PRINCESS THEATRE

EDWARD G. ROBINSON in

"The Whole Town's Talking"

Added Attraction

MAY ROBSON in

"Mills of the Gods"

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days  
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

### J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappe-  
pes, Napkins, Serviettes de bar-  
biens etc., et tout autre article à  
l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER  
Tél.: AMherst 8506

Résidence: 3851, rue Dandurant  
Tél.: CLairval 2230

### The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE  
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND  
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices  
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are  
manufactured in Canada  
by Canadian Workmen, at  
our six modern Refineries  
one of which is located at  
Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

### TECHNICAL EDUCATION

## TECHNICAL SCHOOLS

MONTREAL QUEBEC HULL

Technical course (four years) Apprenticeship courses  
Trade course (two years) Special courses.

EVENING CLASSES: Montreal, Port-Alfred, Chicoutimi, La Tuque,  
Beauceville, Lévis, Lauzon, Saint-Romuald, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe,  
Valleyfield, Lachine, Shawinigan Falls.

1430, St. Denis Street, MONTREAL  
Director General of Technical Education